



Près de deux ans après la mort d'un ambulancier paramédical de Gaza à Sde Teiman, Israël n'a toujours pas fourni de réponses à sa famille

## Description

*Bar Peleg et Jack Houry, 16 décembre 2025*

L'ambulancier paramédical est détenu alors qu'il était détenu par l'armée israélienne, le jour même de son arrestation lors d'une évacuation médicale coordonnée dans le nord de Gaza. Sa famille n'a appris sa mort qu'après avoir saisi la justice, et les résultats de l'autopsie n'ont toujours pas été divulgués

Près de deux ans après qu'un ambulancier de Gaza a été arrêté par les forces israéliennes et est détenu au camp de détention de Sde Teiman, Israël n'a toujours pas fourni à sa famille d'informations sur les circonstances de son décès, malgré une autopsie ordonnée par le tribunal et réalisée plus tôt cette année.

L'autopsie a été pratiquée en mai après que la famille ait saisi la justice, ce qui a poussé la police militaire israélienne à transférer le corps de Khaled (un pseudonyme) à l'Institut national de médecine légale.

Les réponses de l'état à la justice indiquent un ralentissement des enquêtes sur les décès de détenus de Gaza détenus dans des installations militaires, enquêtes qui n'ont encore donné lieu à aucune mise en accusation.

Khaled, un ambulancier paramédical de Khan Yunis, s'était mis en route le 2 décembre 2023, au lendemain de l'arrêt du premier cessez-le-feu à Gaza, pour évacuer des blessés du nord vers le sud de la bande de Gaza. L'opération avait été coordonnée avec l'armée israélienne, mais malgré cela, et pour des raisons qui restent obscures, il a été arrêté par des soldats. Selon l'état, il est mort le jour même.

Khaled faisait partie d'une équipe de cinq travailleurs médicaux. Quatre d'entre eux ont été arrêtés et le contact avec eux a été perdu pendant des mois. Ce n'est qu'environ dix mois après la disparition de Khaled, en septembre 2024, que sa femme a reçu la confirmation

---

officielle de son décès, après avoir saisi la justice par l'intermédiaire de l'organisation israélienne à but non lucratif Gisha, dont l'objectif est de protéger la liberté de mouvement des Palestiniens.

À ce jour, elle ignore toujours ce qui a causé la mort de son mari. «Chaque fois que j'entends parler de la libération de quelqu'un, je le contacte pour essayer d'obtenir des informations», a-t-elle déclaré au journal Haaretz. «Certains disent avoir vu, d'autres disent ne pas avoir vu.» La maison de la famille a été détruite pendant la guerre et elle vit désormais avec ses six enfants dans une tente dans un camp de déplacés.

En novembre 2024, près d'un an après la mort de Khaled, une audience a eu lieu au tribunal de première instance de Beer Sheva à la demande de la famille qui souhaitait qu'un juge d'instruction soit nommé pour enquêter sur les circonstances de sa mort. Lors de l'audience, l'État a reconnu que le secouriste était décédé après son arrestation et alors qu'il était sous surveillance militaire.

Comme le décès est survenu alors que Khaled était détenu par l'armée israélienne, l'enquête a été confiée à une unité de la police militaire chargée d'enquêter sur les incidents opérationnels. Lors d'une audience ex parte, des représentants du Corps du procureur général militaire et de la Division des enquêtes criminelles de la police militaire ont présenté des informations classifiées et ont déclaré que des mesures d'enquête étaient menées «quotidiennement». Le juge a conclu que l'État n'était pas resté les bras croisés et que l'enquête était en cours.

En mars, environ un an et demi après la mort de Khaled, les représentants de l'État ont informé le tribunal que des «progrès significatifs» avaient été réalisés. La police militaire a accepté d'envoyer le corps pour une autopsie, comme l'avait demandé la famille.

Cependant, les autopsies pratiquées après un délai aussi long ne répondent pas aux normes professionnelles, qui exigent que les procédures soient effectuées dès que possible afin de réduire le risque de décomposition. L'avocat Osnat Cohen-Lifshitz, qui représente l'épouse de Khaled, a critiqué au tribunal que l'État continuait à traîner les pieds et à se soustraire au contrôle judiciaire.

Dans une décision ultérieure, le juge a noté que des dizaines d'actions d'enquête avaient été menées depuis que la mort de Khaled avait été révélée et que l'enquête n'était pas au point mort. Il a ordonné que l'autopsie soit pratiquée en présence d'un représentant de la famille.

L'autopsie a été pratiquée en mai, mais le représentant a dû signer un accord de confidentialité concernant ses conclusions, et les détails n'ont pas été communiqués à la famille.

«J'ai contacté tous les organismes possibles, y compris la Croix-Rouge. J'ai tout essayé, juste pour obtenir des informations, mais je n'ai reçu aucune réponse», a déclaré la femme de Khaled. «Je veux seulement savoir ce qui est arrivé à mon mari : s'il est mort, pourquoi et comment.»

« Il est parti pour sauver des vies et soigner les blessés. Il n'a aucune expérience dans le domaine de la sécurité », a-t-elle déclaré. « Depuis le jour où il a été arrêté, nous n'avons aucune information. On ne peut pas faire disparaître une personne comme ça. Nous vivons dans l'incertitude, ce qui ne fait qu'ajouter à notre douleur et à notre peur. »

Selon les données publiées par Physicians for Human Rights, 52 détenus palestiniens sont morts pendant leur détention par l'armée israélienne. Vingt-neuf sont morts au centre de détention de Sde Teiman, sept dans d'autres centres dans le sud, cinq à l'hôpital Soroka, deux à la prison d'Ofer, un au centre de détention de la base d'Anatot et huit dans des lieux inconnus.

Vingt et un des détenus, dont Khaled, sont morts au cours des trois premiers mois de la guerre. Seize d'entre eux étaient détenus à Sde Teiman, qui servait de centre de détention et d'incarcération de l'armée israélienne dans le sud d'Israël pendant cette période.

En réponse à une demande d'accès à l'information soumise par Physicians for Human Rights au ministère de la Santé et à l'Institut de médecine légale, les organisations ont déclaré qu'entre octobre 2023 et fin mars 2024, aucun corps palestinien n'avait été transféré pour autopsie, alors que 35 Palestiniens étaient morts pendant cette période alors qu'ils étaient détenus par l'armée israélienne.

Dans sa réponse, l'armée israélienne a déclaré qu'une enquête criminelle avait été ouverte pour clarifier les circonstances du décès et qu'elle était toujours en cours. De par sa nature, il n'est pas possible à ce stade de fournir des détails sur ses conclusions, y compris les résultats de l'autopsie qui a été pratiquée. À la demande des représentants locaux de la famille, et conformément à une requête du ministère public, une ordonnance judiciaire a été rendue afin de pratiquer l'autopsie en présence d'un médecin représentant la famille, sous réserve des procédures de l'Institut national de médecine légale.

Traduction : TDD

Source: [Haaretz](#)

**date créée**  
2025/12/18